

**TROISIÈME CONFERENCE INTERMINISTERIELE SUR LA SANTÉ ET
L'ENVIRONNEMENT**

CENTRE DE CONFÉRENCE D'ANGONDJE - LIBREVILLE, GABON

RÉUNION MINISTERIELLE

**Jeudi, 8 novembre 2018
09.00 – 10.30**

Déclaration liminaire / Introductive

**Dr. Juliette Biao Koudenoukpo,
Directrice et Représentante Régionale**

ONU Environnement – Bureau Afrique

Excellence, Monsieur le Premier Ministre du Gabon
Monsieur le Ministre de la Santé du Gabon
Monsieur le Ministre de l'Environnement du Gabon et Président de la CMAE
Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs,

Il y a 10 ans, les ministres de la Santé et les ministres de l'Environnement des pays africains se réunissaient ici au Gabon, dans cette belle ville de Libreville. À la fin de leur réunion, ils ont défini une vision historique et perspicace fondée sur la conviction qu'une approche intégrée de l'élaboration des politiques qui valorise les services fournis par les écosystèmes pour la santé humaine est possible.

Nous avons tous quitté Libreville il y a une décennie, avec un véritable motif d'espoir : espoir que si les secteurs de la santé et de l'environnement travaillent ensemble au sein d'une alliance stratégique, ils pourraient concrétiser cette promesse en plaçant la valeur de l'environnement et de la santé au premier plan des programmes de développement.

En accueillant la toute première Conférence interministérielle sur la santé et l'environnement en Afrique, le Gouvernement du Gabon a joué un rôle de premier plan qui a conduit à l'adoption de la Déclaration de Libreville. Cette Déclaration a renforcé notre sentiment de confiance en ce que le cercle vicieux liant pauvreté, dégradation de l'environnement et problèmes de santé pourrait être brisé.

L'adoption de la Déclaration de Libreville est l'expression continentale la plus concrète de notre vision commune visant à transformer le développement durable d'un concept abstrait en une réalité vérifiable. La Déclaration a renforcé notre conviction que des changements en matière de politiques, institutions et d'investissement pourraient être réalisés pour :

- D'une part, surmonter les problèmes « traditionnels » persistants tels que le manque d'accès à l'eau potable, les mauvaises conditions d'hygiène et d'assainissement ainsi que les mauvaises conditions de logement et de gestion des déchets, entre autres ;
- Et d'autre part, répondre aux défis nouveaux et émergents, notamment les impacts sur la santé dus au changement climatique, à l'urbanisation

accélérée et à la pollution de l'air intérieur et extérieur, aux polluants organiques persistants et aux déchets électroniques notamment.

L'élan créé par la Déclaration de Libreville a suscité un dialogue intersectoriel sans précédent qui a abouti à l'adoption par les ministres de la Santé et les ministres de l'Environnement en 2010 de l'Engagement de Luanda et des arrangements institutionnels de l'Alliance Stratégique Santé et Environnement.

Excellences Mesdames et Messieurs,

La Déclaration de Libreville a contribué à modifier la perception des rôles respectifs des secteurs de la santé et de l'environnement. Les acteurs de la santé reconnaissent de plus en plus que de multiples facteurs économiques, sociaux et institutionnels exacerbent les risques environnementaux, avec un impact indiscutable sur la santé humaine et la charge des services de santé.

Nous vivons dans un paysage dynamique en mutation constante, avec de nouvelles opportunités découlant des technologies en évolution rapide, une mobilité humaine accrue et de nouvelles connaissances scientifiques. De ce fait, le secteur de la santé ne devrait plus se concentrer principalement sur le traitement des maladies et la prestation des soins de santé, mais doit agir en amont avec plus de détermination qu'auparavant. La prévention a toujours été le meilleur « remède », et il convient de mettre davantage l'accent sur la prévention des risques pour la santé, liés à l'environnement.

De la même manière, pour le secteur de l'environnement, la protection des écosystèmes et leur gestion durable ne peuvent plus être perçues comme une question de « conservation de la nature » au sens strict, mais plutôt comme une question de bien-être humain, du fait que la santé humaine est inextricablement liée à l'état de l'environnement naturel.

C'est fort de ces considérations que dans la plupart de ses activités, le Programme des Nations Unies pour l'environnement met l'accent sur la nécessité de traiter de manière appropriée et optimale les liens entre santé et environnement.

Cette reconnaissance se matérialise, entre autres, par le choix des thèmes des deux dernières sessions de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement qui a placé au centre de ses préoccupations les liens entre l'environnement et la santé. En effet, à travers des thèmes tels que « Environnement sain, Populations en bonne santé » et « Vers une planète sans pollution », ONU Environnement démontre une compréhension accrue du fait

que sans un engagement ferme et des actions au niveau mondial, régional et national pour s'attaquer aux causes environnementales fondamentales des problèmes de santé, les progrès soutenus dans la réalisation des Objectifs de développement durable seront compromis.

Une fois de plus, l'Afrique assoie son leadership dans ce programme, car cette troisième conférence interministérielle constitue une réponse immédiate à l'engagement mondial d'ONU Environnement pour une planète sans pollution.

Les résultats de cette conférence devraient apporter une contribution précieuse à la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement qui se tiendra du 11 au 15 mars 2019, à Nairobi.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Grâce au « développement », d'énormes progrès ont été réalisés en matière de santé humaine au cours des dernières décennies. Mais cela ne devrait pas nous conduire à la complaisance. Les dirigeants des secteurs de la santé et de l'environnement sont de plus en plus conscients que ces gains pourraient être érodés par des facteurs environnementaux, notamment le changement climatique, la dégradation des écosystèmes et l'épuisement des ressources naturelles.

À cela s'ajoute la prise de conscience croissante du risque pour la santé des «nouvelles entités». Notre table ronde ministérielle de haut niveau sur la sécurité sanitaire universelle et la sécurité environnementale nous fournira certainement des informations et connaissances approfondies intéressantes à cet égard.

Une approche renouvelée et à plus grande échelle en matière de santé et d'environnement est donc nécessaire. Cette troisième conférence interministérielle offre une occasion unique de nous engager pour un plan d'action stratégique pour la santé et l'environnement. Cela devrait créer un nouvel élan non seulement pour une planète exempte de pollution, mais aussi pour transformer en réalité l'Agenda 2063 de l'Afrique et l'agenda 2030 pour le développement durable.

Mesdames et Messieurs,

De combien d'autres crises avons-nous besoin pour comprendre que la plupart d'entre elles sont en grande partie évitables ? Combien faut-il encore d'exemples pour comprendre que le plus souvent, c'est seulement quand un

risque environnemental longtemps ignoré se transforme en une urgence sanitaire que les gouvernements et la société prennent conscience du danger ?

La justification la plus claire de notre conférence et de l'adoption attendue d'un plan d'action stratégique est de montrer à nos partenaires politiques, financiers et de développement que nous pouvons stimuler le passage d'une approche politique réactive à une politique proactive. Et que de ce fait, les risques susceptibles de dégénérer en situations d'urgence environnementale et sanitaire à grande échelle peuvent être atténués, réduits ou même prévenus.

Nous, les acteurs de l'environnement, sommes les partenaires uniques du secteur de la santé pour repositionner la santé environnementale en tant que bras préventif le plus efficace de la santé publique. Ensemble, les secteurs de la santé et de l'environnement restent les alliés stratégiques essentiels pour atteindre les Objectifs de développement durable.

Les résultats attendus de notre conférence et l'adoption du plan d'action stratégique devraient conduire à une plus grande efficacité des programmes, à une utilisation optimale des ressources limitées et à une amélioration du processus décisionnel.

Les secteurs de la santé et de l'environnement reconnaissent que les arguments économiques sont de plus en plus essentiels pour étayer le plaidoyer en faveur d'investissements et de politiques de développement solides et avisés. Les décideurs sont beaucoup plus susceptibles d'opter pour des modèles de développement respectueux de l'environnement lorsque les coûts des politiques alternatives pour la santé et l'environnement sont pleinement pris en compte, à la fois en termes d'épuisement des ressources naturelles et de conservation.

Excellences Mesdames et Messieurs,

Aiguillons notre passion pour les connaissances scientifiques sur les causes environnementales fondamentales des maladies. Capitalisons notre expérience pour combler le fossé des connaissances et approches fragmentées sur l'environnement et la santé et catalysons des actions concrètes au niveau des pays.

Tirons parti de la richesse des connaissances actuelles en matière d'environnement et de santé accumulées au cours de la dernière décennie afin de consolider la rentabilité d'une collaboration accrue entre les deux secteurs au niveau des pays.

Réunissons les décideurs en matière de santé, d'environnement, de développement et des finances autour de la même table. Il est temps pour nous de toucher une audience plus large et d'étendre et amplifier l'Alliance stratégique pour la Santé et l'Environnement pour mieux démontrer la pertinence des actions conjointes et pratiques en matière de santé et d'environnement pour la réalisation de nos objectifs communs.

Nous devons continuer à stimuler les politiques et les investissements pour que les secteurs de la santé et de l'environnement contribuent conjointement à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Afrique et aux Objectifs de développement durable.

Soyez assurés qu'ONU Environnement ne ménagera aucun effort pour poursuivre notre engagement pris il y a dix ans, ici à Libreville. Nous attendons avec intérêt de travailler étroitement avec vous pour le succès de cette troisième conférence interministérielle.

Je vous remercie.